

L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE FRANÇAISE, UNE ALLIÉE DU RÉGIME DE V. POUTINE

Note de décryptage - Greenpeace France

Le nucléaire peut-il garantir l'indépendance énergétique française ? La question de la souveraineté énergétique occupe le débat public depuis le début de la guerre en Ukraine, qui a fait éclater au grand jour la dépendance de l'Europe aux énergies fossiles importées de Russie. Le secteur de l'énergie fissile n'échappe pas à ce phénomène de dépendance. **L'industrie nucléaire française travaille en étroite collaboration avec Rosatom, le géant russe du nucléaire, à tous les niveaux de la chaîne de production**, de l'exploitation de l'uranium au traitement des déchets, de la construction des centrales à leur exploitation. Ce partenariat privilégié entre la France et la Russie semble tellement vital pour l'industrie nucléaire française qu'elle n'est jusqu'à présent pas prête à y renoncer. Les industriels nucléaires français ont fait fi des injonctions du Parlement européen¹ à couper les liens industriels avec la Russie pour peser dans le rapport de force international afin que la Russie mette un terme à sa guerre en Ukraine. Pire, l'influence de l'industrie nucléaire russe et ses liens avec la France sont en passe de se renforcer avec la perspective que l'État français cède au russe Rosatom 20% du capital de GEAST, fabricant des turbines Arabelle pour centrales nucléaires².

1. Rosatom, un outil puissant au service de la stratégie géopolitique de V. Poutine

Mise à mal par l'effondrement de l'URSS, **la filière électronucléaire russe a été restructurée en 2007 sur décision de Vladimir Poutine autour d'une unique entreprise publique : Rosatom**³. Ses dirigeants, son directeur général et les membres de son conseil de surveillance sont directement nommés par le président russe et le gouvernement doit valider la stratégie de l'entreprise⁴. Rosatom contrôle toute la chaîne de valeur du nucléaire civil, de l'extraction de l'uranium à la gestion des déchets en passant par la production de combustible et la construction, la vente et l'exploitation de réacteurs, lui permettant de fournir une offre intégrée aux pays cherchant à se nucléariser⁵.

¹ Résolution du Parlement européen du 1^{er} mars 2022 sur l'agression russe contre l'Ukraine (2022/2564(RSP))

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0052_FR.html

² Guillaume Guichard, "Nucléaire: l'État prêt à céder 20% d'Arabelle au russe Rosatom", *Le Figaro*, 9 mars 2022

³ L'entreprise appartient à l'État russe et non à l'Agence fédérale pour la gestion des biens qui gère normalement les entreprises en Russie.

⁴ Teva Meyer, Philippe Copinschi, Pierre Laboué, "Les stratégies nucléaires civiles de la Chine, des Etats-Unis et de la France", Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, Septembre 2020, page 10

<https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2020/12/OSFME-Rapport-5-VF-avec-biographie.pdf>

⁵ Ibid, Les stratégies nucléaires civiles de la Chine, des Etats-Unis et de la France", page 55

Rosatom, la géante, contrôle plus de 400 entreprises et emploie plus de 275 000 personnes. Elle est aujourd'hui la première exportatrice mondiale de centrales nucléaires⁶. En 2019, l'entreprise contrôlait 30% du marché mondial et travaillait en 2021 à la fabrication de 21 réacteurs dans 12 pays. **Rosatom exploite à la fois les technologies nucléaires civile et militaire, contrôle le "bouton nucléaire" du Kremlin et tient la plume en matière de réglementation sectorielle⁷. Rosatom est un bras armé de l'État russe.**

La restructuration de l'industrie nucléaire autour de Rosatom par Vladimir Poutine s'est faite dans un objectif de développement de la filière à l'étranger au service de la stratégie géopolitique russe⁸.

De par la grande complexité de la technologie nucléaire, **la vente à l'export de réacteurs engendre une dépendance sur le long terme envers le fournisseur**, que ce soit en termes d'exploitation, de maintenance et/ou de gestion du combustible (en amont et en aval). La construction et/ou l'exploitation de centrales dans des pays étrangers peut entraîner **un renforcement de la dépendance électrique des pays baltes au réseau russe⁹ et une militarisation de leur voisinage**, comme à la centrale d'Astravets, en Biélorussie, où la Russie a déployé 300 soldats pour sécuriser cette installation située à peine à 50 km de Vilnius et à proximité d'autres pays membres de l'UE¹⁰.

Rosatom, via Tenex, la filiale russe chargée de l'enrichissement de l'uranium, est pratiquement la seule à fournir le combustible requis par les centrales nucléaires des anciens satellites de l'URSS, ce qui lui assure un marché important¹¹. **L'absence de concurrence réelle à Rosatom sur ce marché constitue un enjeu géopolitique majeur.**

Cette dépendance se traduit également au long terme d'un point de vue économique par **des prêts substantiels octroyés par des banques russes aux futurs exploitants étrangers** qui se comptent en dizaine de milliards d'euros sur des dizaines d'années¹². Ces dispositions confèrent au groupe un avantage concurrentiel déterminant, même en Europe.

Le poids politique de Rosatom s'est encore renforcé en 2018 quand **Vladimir Poutine a octroyé à Rosatom les principales tâches de supervision d'un axe stratégique : la Route Maritime Nord (RMN)**, voie maritime qui permet de relier l'océan Atlantique à l'océan Pacifique en longeant la côte nord de la Russie. Ses missions comprennent l'approbation des règles de navigation, l'organisation des opérations de secours, la production des informations nécessaires à la navigation, l'assignation de l'aide des brise-glaces russes pour la traversée de navires étrangers, et la responsabilité de l'aménagement d'infrastructures le long de la RMN. Cette dernière mission lui confère **un rôle central dans le développement futur de l'Arctique russe**, dans l'extraction de ses hydrocarbures et l'installation de capacités nucléaires supplémentaires dans une région où est déjà exploité son premier réacteur nucléaire flottant, l'Akademik Lomonosov¹³.

⁶ Des réacteurs VVER russes sont en construction ou ont été récemment mis en service en Turquie, au Bangladesh, en Biélorussie, en Iran, en Inde, en Slovaquie, en Egypte, en Hongrie et des nouveaux projets sont en discussion dans de nombreux pays, notamment en Europe de l'Est : Bulgarie, Finlande, République tchèque.

⁷ Anastasiya Shapochkina, "Plus de trois décennies après Tchernobyl, la Russie joue crânement la carte nucléaire", [The Conversation](#), 23 avril 2021

⁸ Teva Meyer, "Russie. Carte de l'industrie nucléaire civile : l'autre énergie de la puissance russe dans le monde", [La revue géopolitique](#), 14 septembre 2017.

⁹ Ibid, Les stratégies nucléaires civiles de la Chine, des Etats-Unis et de la France", page 55

¹⁰ Op cit 4, "Les stratégies nucléaires civiles de la Chine, des Etats-Unis et de la France", page 49

¹¹ Entre 2016 et 2019, Rosatom a livré des combustibles à 35 réacteurs commerciaux à l'étranger.

¹² ibid, page 54, par exemple 15 ans (en Egypte) et 35 ans (en Biélorussie)

¹³ ibid, page 11

Pour Anastasiya Shapochkina, Maîtresse de conférences en géopolitique, **“en plus d’accroître l’influence politique de la Russie au sein de l’UE, la construction de nouvelles centrales nucléaires renforce les liens économiques entre le fournisseur russe et les pays clients européens pour les décennies à venir, avec un effet comparable à celui d’un gazoduc. [...] Le nucléaire permet à Moscou de co-définir le mix énergétique futur de l’Europe, ce qui peut lui donner la possibilité d’avancer ses pions sur d’autres dossiers, notamment celui du gaz”**¹⁴.

Dans son rapport *Rosatom Risks*¹⁵, paru en 2014, Greenpeace pointait déjà les risques liés au développement de l’énergie nucléaire avec Rosatom, au niveau de la sécurité et de la sûreté, et montrait que le développement de la filière nucléaire russe dans certains pays engendre un risque de dépendance politique.

2. La France collabore avec Rosatom pour l’exploitation et la construction de centrales nucléaires

Rosatom est un partenaire privilégié de longue date de l’industrie nucléaire française. La coopération nucléaire entre la France et la Fédération de Russie est régie par un accord intergouvernemental datant de 1996¹⁶. Depuis, de nombreux accords et partenariats ont été signés entre les industriels des deux pays.

La France a fait entrer Rosatom sur le marché européen en 1971. À l’époque, **Tenex avait obtenu son premier contrat de fourniture d’uranium enrichi avec le Commissariat à l’énergie atomique (CEA) français.** Ce contrat a été suivi de nouveaux contrats de fourniture de services d’enrichissement avec d’autres pays d’Europe occidentale¹⁷. Sur son site internet¹⁸, Rosatom déclare que **la France est aujourd’hui le premier partenaire commercial de Rosatom en Europe de l’Ouest** et fait état de sa collaboration active avec les entreprises françaises via ses partenariats avec le CEA, EDF, Framatome, Schneider Electric et Rolls Royce.

Suite à la signature par EDF en février 2022 d’un accord d’exclusivité pour le rachat de GEAST¹⁹, une filiale de l’activité nucléaire de GE Steam Power²⁰, la France se rapproche encore de la Russie puisque ce rachat fait revenir dans le giron français la co-entreprise Alstom-Atomenergomash (AAEM), créée en 2007 par Alstom (puis détenue par GEAST en 2014) (à 49%) et Rosatom (à 51%), autour de la fabrication des turbines à vapeur Arabelle de l’équipementier français pour fournir les marchés du groupe russe²¹.

Les contrats entre l’industrie nucléaire française et les entreprises dans le giron de Rosatom sont nombreux. En voici quelques-uns à titre d’exemple :

¹⁴ Anastasiya Shapochkina, “Plus de trois décennies après Tchernobyl, la Russie joue crânement la carte nucléaire”, [The Conversation](#), 23 avril 2021

¹⁵ [Rosatom Risks. Exposing the trouble history of Russia’s state nuclear corporation](#), Greenpeace, 2017

¹⁶ [Site de l’ambassade de France en Russie](#), service nucléaire

¹⁷ Italie, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Suède, Finlande, Belgique et Suisse

¹⁸ <https://rosatom-europe.com/fr/rosatom-in-country/history-of-cooperation/>

¹⁹ A la suite du rachat partiel d’Alstom en 2014 par General Electric, une filiale commune (GEAST) a été créée. AAEM est alors devenue propriété de GEAST à hauteur de 49%.

²⁰ Marine Godelier, “Nucléaire : 3 questions pour comprendre le rachat des turbines de GE par EDF”, [La Tribune](#), 10 Févr 2022

²¹ Véronique Le Billon, Benjamin Quenelle, “GE trouve un accord avec la Russie autour des turbines françaises Arabelle”, [Les Echos](#), 30 juin 2016

Rosenergoatom, filiale de Rosatom exploitant les centrales nucléaires russes, a fêté en 2017 ses 25 ans de coopération avec EDF. Elle a développé avec le groupe français un partenariat exclusif couvrant toutes les étapes de l'exploitation des centrales, de la conception des réacteurs à leur mise en service²². En 2012, dans le cadre de ce partenariat, un consortium mené par Rosenergoatom et EDF a mis en œuvre un projet de prolongation de la durée de vie de la centrale de Kozlodouy en Bulgarie.

Framatome, filiale d'EDF à 75%, coopère quant à elle notamment avec TVEL, la société de combustible de Rosatom, pour fournir du combustible nucléaire à sept réacteurs en Europe²³. Le 14 janvier 2021, Framatome a signé un contrat avec Rusatom Automated Control Systems JSC (RASU JSC), filiale de l'entreprise publique Rosatom, visant à apporter son assistance technique au système de contrôle-commande (CC) de la centrale nucléaire finlandaise de Hanhikivi-1²⁴. Aujourd'hui, les solutions de contrôle-commande de Framatome équipent la plupart des unités en construction ou en cours de modernisation de Rosatom.

Le dernier contrat en date est la signature d'un accord de coopération de long terme entre Framatome et Rosatom le 2 décembre 2021 lors du World Nuclear Exhibition. Pour Framatome, il s'agit d'un *“nouvel accord stratégique de coopération à long terme visant à consolider les efforts des deux entreprises pour développer des technologies de fabrication de combustible et de systèmes de contrôle-commande” des réacteurs nucléaires*²⁵.

La veille, le 1^{er} décembre 2021, c'est avec le CEA et EDF que Rosatom signait une déclaration d'intention commune pour développer leur collaboration de Recherche & Développement à long terme dans le domaine du nucléaire civil²⁶. La déclaration prévoit une expérimentation en laboratoire, impliquant toutes les étapes nécessaires au recyclage du plutonium de deuxième génération à partir de combustible MOX usé, dans des réacteurs rapides de type GEN IV.

Aujourd'hui, selon la Société Française d'Énergie Nucléaire (SFEN), **“pour chaque nouvelle unité (i.e chaque réacteur nucléaire) construite par Rosatom, en Europe ou ailleurs, jusqu'à un milliard d'euros ira à des technologies françaises**²⁷”.

Les liens entre les filières nucléaires française et russe sont forts et multiples. Ils couvrent toute la chaîne de production d'énergie nucléaire civile jusqu'aux activités de recherche et développement du secteur.

²² <https://rosatom-europe.com/fr/rosatom-in-country/areas-of-cooperation/>

²³ <https://rosatom-europe.com/fr/rosatom-in-country/areas-of-cooperation/>

²⁴ Communiqué de presse sur le site de Framatome

<https://www.framatome.com/medias/ramatome-et-rosatom-signent-un-contrat-dassistance-pour-le-sy-steme-de-contrôle-commande-de-la-centrale-de-hanhikivi-1/>

²⁵ “Nucléaire : EDF s'allie au russe Rosatom”, Capital, 2 décembre 2021

<https://www.capital.fr/entreprises-marches/nucleaire-edf-sallie-au-russe-rosatom-1421755>

²⁶

<https://rosatom.ru/en/press-centre/news/rosatom-cea-and-edf-join-r-d-efforts-to-demonstrate-recyclability-of-spent-mox-fuel/>

²⁷ <https://new.sfen.org/rgn/rosatom-partenaire-filiere-nucleaire-francaise/>

3. La France est dépendante de la sphère d'influence russe pour ses approvisionnements en uranium et en combustible

Entre 2000 et 2020, d'après les données du site comtrade²⁸ concernant le commerce d'uranium entre la France et la Russie, **19 245 tonnes d'uranium naturel** ont été importées par la France en provenance de Russie, et 14 613 tonnes ont été exportées par la France vers la Russie dont 1747 tonnes entre 2017 et 2019. Entre 2000 et 2020, **8213 tonnes d'uranium enrichi** ont été importées par la France de Russie et 1411 tonnes y ont été exportées.

Depuis le début des années 2000²⁹, près de la moitié de l'uranium³⁰ (45%) utilisé en France provient de la sphère d'influence russe, en l'occurrence du Kazakhstan. L'entreprise Orano (ex-Areva) y est présente via sa filiale Katco, détenue à 51% par le français et à 49% par l'entreprise kazakhe Kazatomprom. Selon les données publiées³¹ par l'entreprise, Katco a actuellement un contrat d'extraction avec le ministère de l'Energie du Kazakhstan sur plusieurs mines du pays³², à Muyunkum et Tortkuduk. Il s'agit des plus grandes mines d'uranium du monde³³. L'entreprise a également sécurisé des licences d'exploration et d'exploitation sur un nouveau gisement depuis juillet 2019 à Kanjungan, suite à un déplacement de Bruno Le Maire³⁴.

Le Kazakhstan et la Russie sont liés par une organisation d'assistance militaire mutuelle. La Russie a récemment envoyé des forces militaires pour soutenir le régime kazakh face aux manifestations³⁵. Le Kazakhstan a ainsi adopté une position de "neutralité" vis-à-vis du conflit en Ukraine.

L'uranium extrait des mines est transformé puis enrichi et conditionné en combustible pour être utilisé dans les centrales. Le combustible français est fabriqué en France à Pierrelatte et Romans-sur-Isère, et en Allemagne dans l'usine de fabrication d'éléments combustibles ANF (Advanced Nuclear Fuel) basée à Lingen, filiale de Framatome et d'EDF. ANF produit

²⁸ Le site <https://comtrade.un.org/> procure un accès gratuit à des données détaillées sur le commerce mondial. UN Comtrade est un référentiel de statistiques officielles sur le commerce international et de tableaux analytiques.

²⁹ Pierre Breteau, "L'indépendance énergétique de la France grâce au nucléaire : un tour de passe-passe statistique", *Le Monde*, 24 janvier 2022

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/01/24/l-independance-energetique-de-la-france-grace-au-nucleaire-un-tour-de-passe-passe-statistique-et-100-d-importation_6110781_4355770.html

³⁰ L'uranium, un minerai précieux que l'industrie nucléaire doit économiser

https://www.sa.oreva.com/group/liblocal/docs/Guide-AREVA/pdf/POP_UP_Uranium_12-09-07.pdf

³¹ Site d'Orano : Liste des contrats et licences minières de nos filiales

https://www.orano.group/docs/default-source/orano-doc/expertises/producteur-uranium/rapport-de-responsabilit%C3%A9-soci%C3%A9tal/liste_paiements_etats_2020_fr_v6.pdf?sfvrsn=943f00d5_2

³² Site d'Orano : KATCO, the world's N°1 producer of ISR uranium

<https://www.orano.group/en/nuclear-expertise/orano-s-sites-around-the-world/uranium-mines/kazakhstan/isr-producer>

³³ Site d'Orano : KATCO, the world's N°1 producer of ISR uranium

³⁴ Site d'Orano : Point sur le gisement de Kanjungan au Kazakhstan

<https://www.orano.group/fr/presse/dossiers-de-presse/point-sur-le-gisement-de-kanjungan-au-kazakhstan>

³⁵ Yves Bourdillon, "Pourquoi la Russie intervient au Kazakhstan", *Les Echos*, 6 janvier 2022

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/pourquoi-la-russie-intervient-au-kazakhstan-1377261>

des éléments combustibles pour l'Europe et le marché mondial³⁶. Avant le début de la guerre en Ukraine, l'entrée à 25% de la société russe TVEL, filiale de Rosatom, était prévue dans l'entreprise pour le **développement commun de nouveaux combustibles nucléaires**. Grâce à cette alliance, l'ANF et ses sociétés mères, très endettées, espéraient s'ouvrir au marché du combustible nucléaire d'Europe de l'Est, en particulier celui de l'Ukraine. Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le ministre de l'Economie allemand, Robert Habeck, a déclaré le 24 février 2022 que la coopération nucléaire visée par Framatome et TVEL dans la production d'éléments combustibles à l'uranium chez ANF à Lingen n'aurait pas lieu³⁷.

4. Un commerce soutenu de matières radioactives entre la France et la Russie

D'après les données du site comtrade³⁸ concernant le commerce d'uranium entre la France et la Russie, 1000 tonnes d'**uranium appauvri** ont été importées par la France en 2018 et 81 442 tonnes d'**uranium appauvri et d'uranium de retraitement** ont été exportées en Russie de 2000 à 2010. Stoppées depuis 2010, les relations commerciales concernant les déchets radioactifs et le retraitement de l'Uranium de Retraitement (URT) entre Orano, EDF et l'industrie nucléaire russe ont repris l'année dernière³⁹.

Greenpeace a pu recenser les transports suivants de matières radioactives (URT) entre la France et la Russie (dates au départ de Pierrelatte) :

- 17 janvier 2021 (chargement au Havre le 20 janvier 2021)
- 1 février 2021 (11 containers chargés au Havre le 12 février 2021)
- 25 octobre 2021 (20 containers chargés à Dunkerque le 29 octobre 2021)
- 1 novembre 2021 (13 containers chargés à Dunkerque le 6 novembre 2021)
- 31 janvier 2022 (19 containers chargés à Dunkerque le 2 février 2022)

Encore récemment, Greenpeace a pu observer des importations venant de Russie. Le 1^{er} décembre 2021, le cargo russe *Kolmogory* est venu livrer sur le port du Havre de l'uranium neuf enrichi en Russie destiné à l'usine Framatome de Roman-Sur-Isère.

Orano a révélé avoir signé un contrat de vente de plus de 1000 tonnes d'uranium de retraitement avec Rosatom, l'entreprise russe étant censée les réutiliser dans ses réacteurs nucléaires après transformation dans l'usine de Seversk (Tomsk 7), au cœur de la Sibérie⁴⁰. Dans les faits, seuls 10% de l'uranium de retraitement est recyclé. 90% reste à la charge de la Russie, sous forme de déchets radioactifs (tails d'uranium)⁴¹. En 2018, c'est EDF qui

³⁶ Entre 2019 et 2022, ANF à Lingen a reçu des autorisations pour exporter au moins 164 éléments combustibles vers les centrales françaises à Cattenom, Gravelines, Tricastin et Dampierre.

³⁷ "Keine Uran-Brennstoff-Connection in Lingen : Kooperationsantrag Zurückgezogen", UmweltFAIRndern, 24 février 2022
<https://umweltfairaendern.de/2022/02/keine-uran-brennstoff-connection-in-lingen-russland-zieht-kooperationsantrag-zurueck/>

³⁸ Voir plus haut la note sur le site <https://comtrade.un.org/>

³⁹ Déchets nucléaires français : aller simple pour la Sibérie - Comment l'industrie nucléaire française se débarrasse en Russie de ses stocks encombrants d'uranium usé, Greenpeace, octobre 2021
https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2021/10/Dechets-nucleaires-francais-_aller-simple-pour-la-Siberie-_Dossier-Greenpeace-France-embargo-12-10-2021.pdf

⁴⁰ Emma Donada, "La France a-t-elle décidé de renoncer à envoyer son uranium de retraitement en Russie ?", *Libération*, 4 mars 2022
https://www.liberation.fr/checknews/guerre-en-ukraine-la-france-a-t-elle-decide-de-renoncer-a-envoyer-son-uranium-de-retraitement-en-russie-20220304_W3TZBZLGM5G4LJW5JLKHZEWQJA/

⁴¹ Eric Guéret, Laure Nouhalat, "Déchets : Le cauchemar du nucléaire", film, 2009

signait un marché avec Tenex, une filiale de Rosatom, pour recycler et enrichir de l'uranium de retraitement⁴².

La France et la Russie sont les seuls pays à effectuer le retraitement commercial à grande échelle du combustible usé des réacteurs nucléaires. La France se trouve aujourd'hui confrontée à des problèmes de fonctionnement dans l'usine Melox d'Orano et de La Hague dont les piscines de stockage de combustible usé arrivent à saturation. Ainsi, le 19 janvier 2022, le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), Bernard Doroszczuk, évoquait l'hypothèse de mettre un terme au retraitement des combustibles usés en raison des "fragilités du cycle du combustible et du parc nucléaire" français⁴³. Ce mardi 8 mars 2022, EDF a présenté au Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire (HCTISN) l'état d'avancement de la filière industrielle URT en lien avec la Russie, annonçant la mise en service d'une usine de vitrification des effluents, ainsi que la mise à niveau de la radioprotection dans les usines de Seversk (Russie – Tenex) et d'Almelo (Pays-Bas – Urenco)⁴⁴.

La France mise donc beaucoup sur la Russie pour se décharger de son uranium de retraitement et pour pallier l'absence, en France, de l'installation nécessaire au traitement de cet URT pour une réutilisation, et au manque de capacités d'entreposage.

⁴² Op cit 36

⁴³ "L'ASN envisage l'abandon du retraitement des déchets nucléaires", [Reporterre](#), 19 janvier 2022

⁴⁴ Document qui sera mis en ligne prochainement par EDF

Conclusion : stop à l'alliance de l'industrie nucléaire française avec l'État russe

L'industrie nucléaire française est dépendante de l'industrie russe, elle-même intimement liée au régime de Vladimir Poutine. Malgré les pressions internationales et la résolution⁴⁵ adoptée au Parlement européen le 1^{er} mars 2022 suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, invitant *“les Etats membres à mettre un terme à toute collaboration avec la Russie dans le domaine nucléaire, en particulier avec Rosatom et ses filiales”*⁴⁶, la France et les acteurs français du nucléaire restent fermement engagés dans le commerce avec l'industrie nucléaire russe⁴⁷.

En cultivant des liens forts avec l'État russe pour tenter de sauver sa filière industrielle nucléaire, la France joue un jeu dangereux qui a des conséquences géopolitiques multiples. La connivence des industriels français et russes facilite le développement tentaculaire de l'industrie nucléaire russe et renforce l'influence de la Russie sur la scène internationale. La France, actuellement Présidente du Conseil de l'Union européenne, doit montrer l'exemple en suivant les résolutions du Parlement européen suite à la guerre en Ukraine, et prendre les rênes pour devenir leader d'une politique énergétique garantissant l'indépendance et la sécurité énergétiques de la France et de l'Europe. Il est urgent de stopper tout soutien et financement – via le nucléaire et les énergies fossiles – à l'effort de guerre du régime de Vladimir Poutine qui, de surcroît, brandit la menace nucléaire. **La France et les entreprises nucléaires françaises peuvent et doivent dès aujourd'hui mettre fin à leurs partenariats avec la Russie.** Le développement massif des économies d'énergie et des énergies renouvelables est la seule voie possible pour aboutir à la désescalade de la violence et des tensions autour des ressources naturelles, pour apporter une réponse adaptée à l'urgence climatique et, en définitive, pour construire un monde soutenable et pacifié.

⁴⁵ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0052_FR.html

⁴⁶ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2022-0123_EN.html

⁴⁷ Emma Donada, “La France a-t-elle décidé de renoncer à envoyer son uranium de retraitement en Russie ?”, *Libération*, 4 mars 2022
https://www.liberation.fr/checknews/guerre-en-ukraine-la-france-a-t-elle-decide-de-renoncer-a-envoyer-son-uranium-de-retraitement-en-russie-20220304_W3TZBZLGM5G4LJW5JLKHZEWQJA/